

23 juillet 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les mesures en faveur des agriculteurs, à Dijon le 23 juillet 2015.

Mesdames, Messieurs,

J'ai eu un échange direct, franc comme toujours avec les représentants de l'agriculture ici dans cette région mais qui parlaient au nom de toutes les régions de France, comme d'ailleurs je m'adressais à eux, comme à tous les agriculteurs de France qui sont aujourd'hui en difficulté parce que les prix ne permettent pas la rémunération du travail qui est accompli.

Des mesures d'urgence ont été prises, elles sont indispensables. Je pense notamment à l'allègement des charges, également à la restructuration de la dette pour notamment des jeunes qui sont eux-mêmes en difficulté parce qu'ils se sont beaucoup endettés. Mais nous devons agir sur ce qu'est le sujet, c'est-à-dire les prix. Les prix aussi bien du lait que les prix des viandes et je pense à toutes les productions : productions porcines, productions bovines et d'autres encore. Des décisions ont été prises et elles vont maintenant se traduire en acte, car nous voulons qu'il y ait non seulement la distribution qui fasse l'effort indispensable pour rémunérer les producteurs, mais également les abatteurs et les industriels qui doivent rendre des comptes sur ce qui est en cause dans la filière. Le gouvernement, le ministre de l'Agriculture, le ministre de l'Economie sont mobilisés pour arriver à ce résultat, c'est-à-dire qu'il puisse y avoir des prix qui puissent rémunérer les éleveurs.

Je veux également qu'il y ait sur l'approvisionnement local, la restauration collective, des décisions qui soient prises. Il y a encore dans les cantines deux tiers de l'approvisionnement qui ne viennent pas de France. Il s'agit de respecter les règles européennes mais de faire en sorte qu'il puisse y avoir des approvisionnements qui puissent soutenir les filières locales, c'est-à-dire les agriculteurs de France.

D'ores et déjà le Premier ministre a décidé qu'il y aurait pour l'approvisionnement de toutes les cantines relevant de l'Etat des actions qui seront immédiatement engagées et des révisions de clauses qui permettront cet approvisionnement.

Il y a également l'exportation et j'ai fait en sorte que plusieurs pays qui sont des pays acheteurs puissent être directement sollicités pour que nos produits puissent être davantage valorisés et exportés. Plusieurs ministres sont aujourd'hui dans ces pays-là. Je pense à la Grèce, je pense aux pays du Maghreb, je pense à la Turquie qui sont nos principaux acheteurs et qui peuvent l'être encore davantage.

Je me rendrai également en Chine au début du mois de novembre pour soutenir aussi la production laitière, mais il y a d'autres décisions à prendre d'ici-là.

Nous devons prendre des mesures conjoncturelles, elles sont nécessaires, et aussi des mesures structurelles. La contractualisation et la compétitivité sont des éléments essentiels. Tout le gouvernement est engagé pour que les contrats puissent être davantage respectés qu'ils ne le sont aujourd'hui entre les producteurs, les transformateurs et la distribution.

De la même manière, il doit y avoir et je ferai en sorte qu'à la rentrée des négociations puissent s'engager, pour améliorer encore la compétitivité de nos exploitations et alléger les contraintes administratives qui sont trop lourdes et qui deviennent même insupportables, même s'il faut forcément remplir des papiers pour toucher des aides. Ce sera le cas au mois d'octobre pour les

apports en trésorerie avant les versements des aides de la politique agricole commune.

Je termine sur un sujet qui est celui de la transition énergétique. La loi vient d'être votée, la ministre de l'Ecologie va dès aujourd'hui prendre un certain nombre d'arrêtés, c'est-à-dire de décisions permettant que cette transition énergétique puisse être utile et profitable aux agriculteurs qui se sont lancés ou qui vont se lancer, soit dans la méthanisation, soit dans le photovoltaïque. Cela suppose des prix de rachat qui puissent être stables, et qui puissent être même améliorés. Cela suppose aussi qu'il puisse y avoir des conditions qui soient faites pour favoriser le développement de la méthanisation dans des délais courts. La transition énergétique, ce sont aussi des sources de revenu pour les agriculteurs français.

Ce que je voulais exprimer aujourd'hui, c'est à la fois des réponses liées à l'urgence de la situation, mais également à une nécessité de prendre des politiques qui puissent dans la durée faire en sorte que notre agriculture qui est notre richesse ici en France, puisse être valorisée pleinement et que les agriculteurs puissent être considérés pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des entrepreneurs et aussi des hommes et des femmes qui travaillent durement pour que notre alimentation soit de qualité. Pour que notre pays puisse rayonner à travers l'excellence et ici en Bourgogne je sais ce qu'est l'excellence puisque l'UNESCO vient d'inscrire ces paysages, ces climats au patrimoine mondial de l'humanité. Pour que notre agriculture reste plus qu'un patrimoine, une chance et un atout et un capital, il faut prendre des décisions, elles sont prises et d'autres seront prises dans les jours qui viennent. Merci.